

Rojava : brisons le silence !

Ballast

26 mars 2018

26 mars 2018

Actuellement sous le feu d'une opération militaire conduite par l'État turc — avec l'aval de la Russie, la complicité de l'OTAN et la bienveillance des États européens —, la population du Rojava résiste et sollicite le soutien international. Nous publions donc cette tribune, écrite par notre rédaction et signée par une soixantaine d'acteurs et de collectifs du monde syndical, associatif, politique, intellectuel et culturel, mobilisés en faveur de l'émancipation des peuples et des individus.

Version espagnole, traduite par la CNT



« Il y avait la foi dans la révolution et dans l'avenir », écrit George Orwell dans son *Hommage à la Catalogne*. Aux quatre coins du monde, les partisans de la justice sociale n'en finissent pas d'honorer l'Espagne progressiste, défaite à la fin des années 1930 par les fascismes européens : cette mémoire est nôtre, mais notre époque nous requiert et nous pousse à la jeter, ressourcée et vivante, dans la bataille qui se joue sous nos yeux au Rojava, en Syrie.



Un projet d'émancipation

Il faut parler des civils, bien sûr, qu'ils soient bombardés à Afrin par l'État turc et ses alliés jihadistes comme à la Ghouta par le régime d'Assad et ses soutiens. Il faut dénoncer la « *catastrophe humanitaire* » provoquée au Rojava par l'invasion turque, bien sûr, et écouter le Comité international de la Croix-Rouge alerter sur les « *besoins* » des familles et le Croissant rouge du Kurdistan lancer « *un appel à l'aide* ». Mais, pour essentielles qu'elles soient, ces interpellations ne suffisent pas : ne taisons pas l'alternative politique émancipatrice proposée par le Rojava depuis 2012, étendue depuis à presque tout le nord de la Syrie.

Brisons le silence, comme le demandent aujourd'hui ses partisans, pour rendre compte d'une perspective singulière qui tente de se frayer un chemin, dans un pays ravagé par sept années d'une guerre qui touche aussi l'Europe, entre l'autocratie ethnique d'une République arabe syrienne et la théocratie louée par trop de ses opposants. Une alternative antifasciste portée par le Mouvement pour la société démocratique (TEV-DEM) et protégée par les unités d'autodéfense YPG/J ainsi que leurs partenaires des Forces démocratiques syriennes. Forts de deux contrats sociaux, établis en 2014 et 2016, le Rojava (et ses trois cantons auto-administrés : Afrin, Kobané et Djézireh) ainsi que la Fédération démocratique de la Syrie du Nord promeuvent la justice sociale, les libertés individuelles et politiques, la démocratie directe, la liberté de croire ou de ne pas croire, l'égalité entre les sexes, l'écologie et l'interdiction de la peine de mort et de la torture. Une alternative syrienne qui implique à égalité, et dans le respect des frontières du Moyen-Orient, les Kurdes, les Arabes, les Assyriens, les Syriques, les Chaldéens, les Turkmènes, les Arméniens et les Tchétchènes — qu'ils soient musulmans sunnites ou alaouites, chrétiens, yézidis ou athées.

Brisons le silence, pour que la défense du Rojava ne soit plus, en Occident et plus encore en France, l'otage de quelques avocats médiatiques « des Kurdes », essentialistes embarqués dans on ne sait quelle campagne pour « nos valeurs » : non, la population mosaïque du Rojava et de la Syrie du nord ne se bat pas pour la sauvegarde de nos « démocraties » libérales.

Il n'est à l'évidence pas question de prétendre à un miracle ni de broser le portrait d'un territoire enfin affranchi des dominations qui, là-bas comme partout ailleurs, font rage : les contradictions abondent au quotidien et on ne peut qu'évoquer un *processus* à l'œuvre — une expérience concrète « *très différente de tout ce qui se trouve en Syrie* », estime ainsi Noam Chomsky. Il est en revanche certain que la possibilité de voir cette révolution aboutir un jour sera écrasée dans l'œuf si le gouvernement turc et ses alliés



théocrates (groupes rebelles syriens armés, débris de Daech et d'Al-Qaïda) l'emportent dans les mois à venir.

Place aux peuples

Emmanuel Macron a reçu le président Erdoğan au début du mois de janvier 2018. Quand ce dernier ne marchandait pas la rétention d'environ trois millions de réfugiés en menaçant à tout instant l'Union européenne d'ouvrir ses frontières, quand il ne remplissait pas ses prisons de journalistes, d'écrivains, d'artistes et de militants démocrates, féministes ou LGBT, quand il ne s'illustre pas dans les crimes de guerre, le voici qui parle de « *croisade* », soutient le *jihad* au nord de la Syrie et annonce qu'il entend bien y rester. Puis raille les combattants kurdes qui auraient « *fui [Afrin] la queue entre les jambes* » — rien n'est moins vrai : la ville a volontairement été évacuée afin de protéger les populations, l'État turc ayant déjà assassiné plus de 500 civils depuis le lancement, il y a deux mois, de l'opération Rameau d'olivier. La résistance n'en continue pas moins : ce retrait en garantit la réorientation stratégique.

Lors de son séjour en France, ce même Erdoğan a appelé à ce que les échanges commerciaux soient portés à 20 milliards de dollars (contre actuellement 13,4), supervisé l'achat de vingt-cinq Airbus et signé un contrat de défense aérienne et anti-missile. « *Une communauté de vues et d'intérêts stratégiques* », a commenté Emmanuel Macron. Avant de se fendre, dans les colonnes du *Figaro*, d'un vibrant appel à « *la précaution et à la retenue* », dans le cadre de l'invasion du Rojava, tout en faisant siens les éléments de langage de son homologue turc en qualifiant les unités YPG/J de « *potentiels terroristes* ».

L'Espagne est tombée, le Chili de l'Unité populaire est tombé ; le Rojava tient encore. Bisons le silence, oui, construisons ici des solidarités concrètes et faisons-nous l'écho des revendications des populations concernées : un couloir humanitaire et la création d'une zone d'exclusion aérienne. Sans quoi, il nous faudra encore parler de cet espoir au passé.

SIGNATAIRES

Salah Amokrane, militant associatif

Isabelle Attard, ex-députée écologiste



Clémentine Autain, directrice de publication de *Regards* et députée France insoumise

Miguel Benasayag, philosophe et psychanalyste

Farid Bennaï, militant antiraciste et pour l'égalité des droits

Éric Beynel, porte-parole de Solidaires

Olivier Besancenot, facteur et membre du Nouveau parti anticapitaliste (NPA)

Janet Biehl, écrivaine et chercheuse indépendante

Alain Bihr, sociologue

Martine Billard, secrétaire nationale à l'écologie du Parti de Gauche

Yves Bonnardel, essayiste et cofondateur des *Cahiers antispécistes*

Bernie Bonvoisin, chanteur de Trust

Farid Boudjellal, auteur de bandes dessinées

Breyten Breytenbach, poète

Carmen Castillo, réalisatrice

Manuel Cervera-Marzal, sociologue

Laurence Cohen, sénatrice Parti communiste français (PCF)

Patrick Chamoiseau, écrivain

Noam Chomsky, linguiste

Laurence de Cock, professeure et chercheuse en histoire et sciences de l'éducation

Philippe Corcuff, sociologue et membre de la Fédération anarchiste

Éric Coquerel, député France insoumise

Alain Damasio, écrivain

Christine Delphy, sociologue et cofondatrice de *Nouvelles Questions féministes*

Chris Den Hond, journaliste

Stéphane Enjalran, secrétaire national de Solidaires

David Graeber, anthropologue

Robert Guédiguian, réalisateur

Noredine Iznani, militant et cofondateur du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB)

Aki Kaurismaki, réalisateur

Bastien Lachaud, député France insoumise

Aude Lancelin, journaliste

Mathide Larrère, historienne

Pierre Laurent, sénateur et secrétaire national du PCF

Jean-Paul Lecoq, député PCF (membre de la commission des affaires étrangères)

Mike Leigh, réalisateur

Ken Loach, réalisateur

Frédéric Lordon, philosophe et économiste

Michael Löwy, sociologue et philosophe



Xavier Mathieu, comédien et ancien délégué syndical CGT de l'usine Continental AG

Daniel Mermet, journaliste et cofondateur d'Attac

Miossec, auteur-compositeur-interprète

Mouss & Hakim, Zebda-Motivés

Thurston Moore, ex-chanteur de Sonic Youth

Corinne Morel Darleux, conseillère régionale et membre du bureau de la Fondation Copernic

Rosa Moussaoui, grand reporter à *L'Humanité*

Marc Nammour, rappeur du groupe La Canaille

Danièle Obono, députée France insoumise

Mathilde Panot, députée France insoumise

Bruno Poncet, cheminot syndicaliste Sud-Rail

Philippe Poutou, ouvrier à l'usine Ford de Blanquefort et membre du NPA

Christine Prunaud, sénatrice CRCE-PCF (membre de la commission des affaires étrangères)

Adrien Quatennens, député France insoumise

Tancrède Ramonet, réalisateur de documentaires

Mathieu Rigouste, chercheur indépendant

Rocé, rappeur

Nedjib Sidi Moussa, essayiste

Danielle Simonnet, élue et coordinatrice nationale du Parti de Gauche

Dominique Vidal, historien et journaliste

Roger Waters, musicien et membre fondateur de Pink Floyd

Bénédicte Taurine, députée France insoumise

Eric Toussaint, militant internationaliste et membre fondateur du Comité pour l'Abolition des dettes illégitimes (CADTM)

Miguel Urbán Crespo, eurodéputé Podemos

Marie-Pierre Vieu, députée européenne GUE-PCF-FDG

Michel Warschawski, président du Centre d'information alternative de Jérusalem

*

Alternative libertaire

Compagnie Jolie Môme

Confédération nationale du travail (CNT)

Union syndicale Solidaires



Photographie de vignette : Stéphane Burlot